

« Le Caucase est à la périphérie de trois empires et les empires n'ont pas de frontières mais des fronts »

Gaïdz Minassian

passage ». Rapidement, « les soldats azéris, sous la supervision ou le laissez-faire des Russes, installent un checkpoint et resserrent l'étau ». L'experte précise que « lors des trois derniers mois, plus personne ne peut passer ». Le 19 septembre, « au bout de dix mois, face à des forces affaiblies et une population affamée, l'attaque est lancée et l'enclave tombe en 24 heures ». En plus des centaines de morts militaires et civiles, de « nombreux témoignages d'exactions et de crimes de guerre » sont rapportés, précédant un exode massif puisque « 100 000 des 120 000 habitants ont fui le Haut-Karabagh, soit 90% de la population ». Anita Khachaturova souligne aussi que le président Aliyev a toujours manifesté cette « intention d'épuration ethnique » sans que les acteurs internationaux ne réagissent.

Gaïdz Minassian s'attache quant à lui à démontrer l'ampleur internationale de ce conflit local puisque « le Caucase est à la périphérie de trois empires et que les empires n'ont pas de frontières mais des fronts ». Les deux pays se trouvent en effet

entre la Turquie, la Russie et l'Iran, « héritiers de trois empires qui se pensent encore comme des puissances impériales, qui s'appuient chacun sur un pays et jouent des rivalités ». Que ce soit la Géorgie et la Russie, l'Arménie et la Turquie ou l'Azerbaïdjan et l'Iran, chaque rela-

tion entretenue est « équivoque » assure le politologue. Mais les puissances néo-impériales ne sont pas les seules à regarder de près le Caucase, poursuit-il. L'Union européenne, les États-Unis, la Chine et l'Inde y ont des intérêts. L'Europe lorgne aussi sur les « hydrocarbures de Bakou », tandis que les Américains cherchent à affaiblir la Russie, et la Chine et l'Inde à étendre leur zone d'influence. « Deux approches pour résoudre le conflit sont sur la table » explique Gaïdz Minassian : « la paix occidentale et la paix russe » mais dans les deux cas « l'angle mort reste le Haut-Karabagh ». Alors que Erevan souhaite « une paix de droit, respectant l'intégrité territoriale et les minorités », Bakou prône une « paix de punition pour prendre sa revanche sur 1994 », déplore-t-il, et « la communauté internationale reste suspendue à la guerre en Ukraine ».



Régis Genté

© Pierre Galliot - Région Normandie

Suite à cette présentation, lors de l'échange avec le public, une réfugiée arménienne du Haut-Karabagh arrivée en France un an auparavant demande la parole pour témoigner de son expérience traumatisante. En arménien, la femme raconte sa naissance pendant la guerre de 1988-1994, son enfance difficile et la perte de sa maison en 2020 qui l'a forcée à l'exil. « On a survécu en s'entraïdant » raconte-t-elle, « mes grands-parents me disaient qu'ils avaient déjà vécu ça, que c'est un second génocide sous le regard de la communauté internationale », avant de montrer des photos de sa famille, toujours dans le Haut-Karabagh et rescapée de ce conflit.

DÉBATS

L'IRAK AU-DELÀ DES GUERRES

Le 29 septembre, 16h30-18h, salle Azur



Feurat Alani, Zoubida Debbagh, Adél Bakawan et Nagham Hasan

© Nicolas Broquedis

Un pays et une identité à reconstruire

Alors que 2023 marque la commémoration des 20 ans de l'invasion américaine de l'Irak, faire le point sur les enjeux contemporains de la société irakienne paraissait essentiel à Zoubida Debbagh, modératrice du débat. La guerre et l'occupation américaine, justifiées par les mensonges de l'administration Bush, ont laissé un État irakien en faillite, des institutions dysfonctionnelles et une corruption rampante, introduit-elle.

Le sociologue franco-irakien Adel Bakawan procède d'abord à un résumé de l'histoire millénaire de l'Irak. Le territoire irakien actuel correspond à la Mésopotamie, rappelle-t-il, le berceau de la civilisation, de la religion, de l'écriture et même de la première constitution. Lorsque Bagdad est fondée par la dynastie des Abbassides au VIII^e siècle, la ville est aussi centrale que l'est la capi-

tale américaine de nos jours. La région est envahie et occupée par les Ottomans les siècles suivants, intégrée dans leur empire jusqu'à l'arrivée des Britanniques lors de la Première Guerre mondiale. Ces derniers fondent alors le premier État irakien moderne, la monarchie hachémite d'Irak. Celle-ci sera ensuite renversée par le coup d'État du général Abdel Karim Kassem en 1958 qui proclame la république d'Irak et se distancie du panarabisme promu par le leader égyptien Nasser. Arrivé au pouvoir quelques années après, Saddam Hussein réussit à construire un État irakien fort, doté d'un robuste système social et éducatif, d'infrastructures économiques dynamiques et d'une armée compétente, tout en consolidant un régime dictatorial sévère. La révolution iranienne de 1979 et la guerre Iran-Irak (1980-1988) vont cependant détruire totalement le pays, ses

MODÉRATEUR :

Zoubida Debbagh, Chargée de programmation Rencontres, débats et éditions à l'Institut du Monde Arabe (IMA)

INTERVENANTS :

Feurat Alani, reporter et réalisateur

Adel Bakawan, directeur du Centre de recherche français sur l'Irak (CFRI)

Nagham Hasan, médecin, directrice générale de Hope maker's organisation for women

infrastructures et son économie. Le début de la fin de la dictature de Saddam Hussein commence avec l'échec de l'invasion du Koweït en 1991. Il pensait que les États-Unis s'abstiendraient mais ils forment une coalition internationale pour le repousser.



Zoubida Debbagh et Adel Bakawan

© Nicolas Broquedis

croissance démographique alors que la désertification du pays continue de progresser. L'Irak est devenu le territoire d'affrontement des grandes puissances, de l'Iran à la Turquie et les États du Golfe, sans oublier la présence de l'État islamique et des forces armées kurdes.

Le journaliste et réalisateur franco-irakien Feurat Alani revient quant à lui sur les importantes manifestations qui ont traversé le pays en 2019, déclenchées par l'immense précarité de la population, des coupures d'électricité continues, l'absence d'eau courante et un important chômage. « *Les Irakiens manifestent tous les ans depuis 2003*, souligne-t-il, *mais en 2019 c'est surtout la jeunesse chiite qui prend les rues pour exprimer sa volonté de retrouver une identité irakienne et se distancer de l'Iran.* » Pour le journaliste, les Américains ont imposé de force de nouvelles identités aux Irakiens, qui sont désormais répartis entre arabes, kurdes, chiites, sunnites, musulman, ou chrétien, détruisant ainsi la notion d'Irakien. Autant que l'accès à l'alimentation ou l'électricité, les jeunes Irakiens demandent aujourd'hui



Retrouvez l'intégralité de ce débat sur YouTube

« **Les Irakiens manifestent tous les ans depuis 2003** »

Feurat Alani

En 2003, les Américains décident de renverser le dictateur irakien, s'appuyant sur des mensonges que l'administration Bush n'admettra qu'à posteriori : la possession d'armes de destruction massive et les liens entre Hussein et Al Qaïda. Les chiffres avancés par le sociologue quant aux conséquences de la guerre sont sans équivoque : dans les années 1990, 49% des médecins irakiens étaient des femmes, 80% des Irakiennes ne peuvent pas travailler aujourd'hui ; dans les années 1970, 95% de la population irakienne était alphabétisée alors qu'aujourd'hui on comptabilise 59% d'illettrés. La société irakienne actuelle est totalement en rupture avec les élites corrompues, Daech a pu naître et prospérer à cause de l'occupation américaine et la

au gouvernement le retour à cette identité commune. Si le mouvement a quasiment disparu à cause de la violente répression, ces mentalités sont toujours présentes en 2023. L'Irak est un « pays mosaïque » rappelle Feurat Alani, uni par ses différentes composantes et histoires, et doit relever le défi de la reconstruction, tant des infrastructures que de son identité.

« **Sur 1,25 million de Yézidis dans le monde, 700 000 se trouvent en Irak** »

Nagham Hasan

La montée en puissance de Daech en Irak, facilitée par l'occupation américaine, a eu des conséquences dévastatrices sur la minorité ethnique yézidie, annonce la modératrice pour donner la parole au Dr Nagham Hasan. La gynécologue yézidie explique que son peuple a été victime de 74 campagnes génocidaires dans son histoire, la dernière étant menée par l'État islamique en 2014. « *Sur 1,25 million de Yézidis dans le monde, 700 000 se trouvent en Irak* », précise-t-elle ensuite. Visée par de nombreux attentats islamistes à la voiture piégée depuis 2007, Daech a déclenché une gravissime catastrophe humanitaire en 2014 en occupant la région yézidie de Sinjar, y exécutant plus de 6000 hommes et réduisant en esclavage sexuel 6500 femmes et filles. La médecin s'est investie auprès de ces femmes depuis neuf ans afin d'apaiser leurs souffrances. Avec l'aide de l'ONU et du gouvernement allemand, elle a pu mettre en place un centre médical à destination des survivantes yézidies. Ces femmes ont tout perdu, martèle-t-elle, et vivent aujourd'hui dans



Nagham Hasan

© Nicolas Broquedis

des camps sordides et insalubres dans le Kurdistan irakien mais les crimes de Daech ne sont toujours pas punis et le gouvernement irakien refuse de reconnaître le terme de génocide.

Dans ce système gangréné par la corruption, Feurat Alani estime que l'espoir réside dans la jeune génération irakienne, fière et capable d'exiger un État de droit, une protection de sa mosaïque identitaire et une constitution forte. Adel Bakawan rappelle que « l'irakité » est une construction politique et que celle-ci peut et doit inclure les micro-identités religieuses et ethniques qui font la diversité de l'Irak. « Pour établir un nouveau contrat social, il faut accompagner l'Irak et non pas l'envahir » ajoute-t-il, « et rester optimistes ». « Les portes de l'enfer se sont ouvertes au Moyen-Orient en 2003 avec l'invasion américaine » insiste Feurat Alani, « et c'est dans l'intérêt de la communauté internationale de le comprendre, car sans les refermer, le monde ne sera jamais en paix ». Plutôt que de stabiliser l'Irak afin d'y faire des affaires, ce qui semble être la priorité actuelle de la communauté internationale, il faut absolument aider à ouvrir un dialogue entre toutes les composantes de la société irakienne, conclut à son tour Adel Bakawan.